COMPRENDRE

LA CONTRE-OFFENSIVE DES RICHES

Comment saboter une démocratie — 2/3

Le mémorandum Powell :
Comment le pouvoir économique a entrepris de conquérir les idées, les institutions et les lois.

Sauvegarde. Diffuse. Réponds.



@miaoulenchon →

APRÈS LE DIAGNOSTIC

Dans le premier épisode, nous avons vu une démocratie devenue trop vivante pour une partie des élites.

Les mouvements populaires manifestaient, se syndiquaient, obtenaient des droits et imposaient de nouvelles protections.
Mais avant même The Crisis of Democracy, le monde des affaires américain préparait déjà sa riposte.

Son problème n'était pas seulement économique. Il était politique.



@miaoulenchon →

LE MÉMO POWELL

Le 23 août 1971, Lewis Powell adresse un mémorandum confidentiel de 34 pages à un responsable de la Chambre de commerce des États-Unis.

Son titre :

« Attaque contre la libre entreprise »

Powell est alors un puissant avocat d'affaires.
Deux mois plus tard, Richard Nixon le nomme à la Cour suprême, où il est confirmé par 89 voix contre 1.



@miaoulenchon →

LA MENACE DÉSIGNÉE

Pour Powell, le capitalisme américain subit une attaque généralisée.

Mais le danger ne viendrait pas principalement de quelques révolutionnaires. Il viendrait d'institutions parfaitement respectables : les universités, les médias, les églises, les intellectuel·les, les artistes et les responsables politiques.

La critique du pouvoir économique devient ainsi une menace contre le système tout entier.



@miaoulenchon →

LE PATRON OUBLIÉ

Powell présente le dirigeant d'entreprise américain comme le nouvel homme oublié de la société.

Il s'indigne de voir les responsables politiques soutenir des lois protégeant les consommateur·rices ou l'environnement. Des multinationales possèdent déjà des fortunes considérables. Mais parce que leurs décisions commencent à être limitées par la démocratie, elles se décrivent comme impuissantes.

Pour Powell, la richesse doit désormais devenir du pouvoir politique organisé.



@miaoulenchon →

LA STRATÉGIE

Les entreprises ne doivent plus agir seules, ponctuellement ou discrètement.

Powell réclame une organisation nationale, une planification à long terme et des financements mis en commun. Chaque grande entreprise devrait charger un·e dirigeant·e de défendre le système, avec du personnel et un budget conséquent. La bataille doit être poursuivie pendant des années.

L'entreprise ne doit plus seulement produire. Elle doit devenir une organisation politique.



@miaoulenchon →

CONQUÉRIR LES CAMPUS

Powell considère l'université comme l'une des principales sources de la contestation.

Il propose de financer des universitaires, des auteur·rices et des conférencier·ères favorables au monde des affaires. Les manuels d'économie, de sociologie et de science politique devraient être examinés en permanence. Les entreprises devraient également intervenir dans les écoles de commerce et jusque dans l'enseignement secondaire.

La bataille commence par ce que la société apprend à considérer comme normal.



@miaoulenchon →

SURVEILLER LES MÉDIAS

Powell propose de surveiller continuellement les journaux télévisés et de contester les émissions jugées hostiles aux entreprises.

La Chambre de commerce devrait réclamer des droits de réponse, saisir les autorités et imposer ses représentant·es dans les débats. Livres, articles, émissions, conférences, publicités : tous les formats doivent être investis.

Powell suggère même que les entreprises consacrent 10 % de leur budget publicitaire à cette bataille idéologique.



@miaoulenchon →

FABRIQUER L'EXPERTISE

Dans les années suivantes, un véritable écosystème conservateur et patronal se développe.

Le Business Roundtable est fondé en 1972 par 113 dirigeant·es de grandes entreprises. Heritage Foundation et ALEC apparaissent en 1973. Le Cato Institute en 1977. Ces organisations produisent des études, des propositions de loi, des expert·es et des argumentaires immédiatement utilisables par les responsables politiques.

Le mémo Powell ne les a pas toutes créées. Mais il formule précisément la logique de cette nouvelle infrastructure.



@miaoulenchon →

PRENDRE LE POUVOIR

Powell demande aux entreprises d'apprendre des syndicats et des mouvements sociaux.

Selon lui, le pouvoir politique doit être construit méthodiquement, puis utilisé avec détermination. Il envisage de mobiliser les 20 millions d'actionnaires américains comme une force électorale. Les responsables hostiles aux intérêts économiques doivent pouvoir être sanctionné·es politiquement.

Le capital observe l'organisation populaire. Puis il retourne ses méthodes contre le peuple.



@miaoulenchon →

INVESTIR LES TRIBUNAUX

Powell comprend que les élections ne sont pas le seul lieu où se fabrique la loi.

Il présente la justice comme l'un des instruments les plus puissants du changement politique. La Chambre de commerce doit financer des juristes, sélectionner des affaires stratégiques et intervenir devant la Cour suprême.

En 1978, devenu juge, Powell rédige l'arrêt Bellotti. Par 5 voix contre 4, la Cour renforce la possibilité pour les entreprises de financer des campagnes référendaires.



@miaoulenchon →

LA MACHINE DÉMARRE

Le mémorandum ne reste pas simplement oublié dans un tiroir.

En 1972, la Chambre de commerce constitue un groupe de travail de 40 personnes pour étudier les propositions de Powell. À la fin de 1973, elle approuve des initiatives dans l'éducation, les médias, l'action politique et le domaine judiciaire.

Entre 1974 et 1980, ses effectifs passent d'environ 80 000 à 160 000 membres. Son budget est multiplié par trois.



@miaoulenchon →

L'ARGENT S'ORGANISE

La mobilisation patronale se retrouve également dans le financement électoral.

Au début de 1975, la Commission électorale fédérale recense 608 comités politiques indépendants des partis et des candidat·es. En janvier 1981, iels sont 2 551. Parmi eux figurent 1 204 comités liés à des entreprises.

Toutes ces créations ne découlent pas du seul mémo Powell. Mais elles montrent la vitesse à laquelle l'argent privé s'est transformé en infrastructure politique.



@miaoulenchon →

UN PLAN CONFIDENTIEL

Le mémorandum était confidentiel. Powell l'adresse le 23 août 1971 à Eugene Sydnor, responsable d'un comité de la Chambre de commerce américaine. Il n'est d'abord lu que par un cercle restreint au sein de l'organisation.

À l'origine, il ne circulait qu'auprès d'un cercle restreint de la Chambre de commerce américaine. Il ne devint public qu'après une fuite dans la presse, en septembre 1972.



@miaoulenchon →

Ce document n'a pas, à lui seul, créé le néolibéralisme : les milieux d'affaires s'organisaient déjà et son influence exacte reste débattue.

Mais il prouve une intention consciente : transformer la richesse en pouvoir politique...

...Universités, médias, élections, tribunaux : aucun terrain ne devait être abandonné.

Le document est authentifié et conservé par les archives de la faculté de droit de Washington and Lee University.



@miaoulenchon →

PARTIE 3

La guerre qu'iels gagnent :

Powell avait dessiné le champ de bataille.
Les milieux d'affaires ont ensuite investi
les idées, les élections, les institutions et les
tribunaux.

Dans le dernier épisode :
comment cette contre-offensive
a déplacé le pouvoir, affaibli
les contre-pouvoirs et fabriqué notre
sentiment d'impuissance.



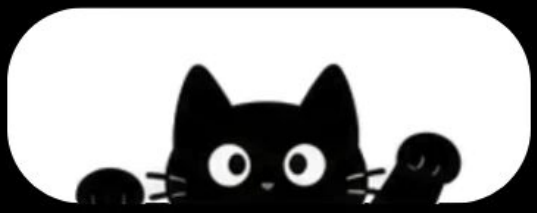
@miaoulenchon →

LES SOURCES :

- Lewis F. Powell Jr., Attack on American Free Enterprise System, mémorandum confidentiel adressé à la Chambre de commerce des États-Unis, 23 août 1971, archives de Washington and Lee University
- U.S. Senate, Supreme Court Nominations, 1971 ; Federal Election Commission, Annual Report 1980
- First National Bank of Boston v. Bellotti, 435 U.S. 765, 1978
- Brian Ranalli, The 1970s Sunshine Reforms and the Transformation of Congressional Lobbying, 2018
- Jacob Hacker et Paul Pierson, Winner-Take-All Politics, 2010
- Mark Schmitt, « The Legend of the Powell Memo », 2005 histoires officielles de Business Roundtable, Heritage Foundation, ALEC et Cato Institute.

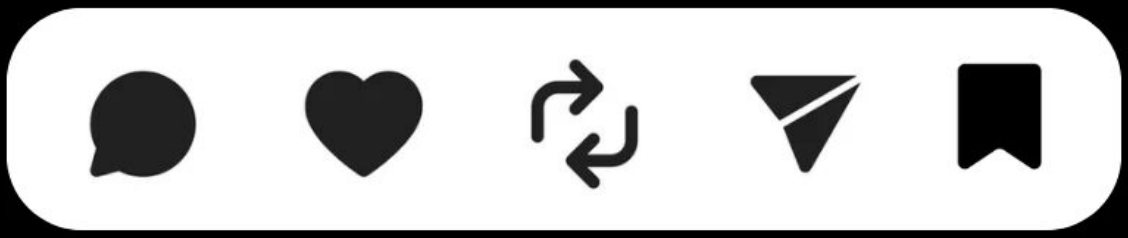


@miaoulenchon →



SAUVEGARDE CE CARROUSEL ET DIFFUSE-LE LARGEMENT.

Commentez, partagez et sauvegardez.



Et en 2027, faisons enfin gagner l'alternative.

MELENCHON 2027.fr



@miaoulenchon